



**PRÉFET  
DE LA MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R02-2021-256

PUBLIÉ LE 30 SEPTEMBRE 2021

# Sommaire

## **DEAL / STMS**

R02-2021-09-28-00001 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des transports publics routiers de personnes de SOCIÉTÉ DE TRANSPORT VITALIEN ALEX (2 pages) Page 3

## **Direction de la Mer / Service de la Planification et de l'Environnement Marin (SPEM)**

R02-2021-09-29-00001 - Décision portant déchéance droit de propriété du navire N57 (2 pages) Page 6

## **Direction Régionale des Finances Publiques de la Martinique / Communication**

R02-2021-09-24-00004 - Arrêté portant déclassement de terrains du domaine public maritime en vue de leur cession sur la commune de : RIVIERE-PILOTE- FRANÇOIS (2 pages) Page 9

R02-2021-09-24-00003 - Arrêté portant déclassement de terrains du domaine public maritime en vue de leur cession sur la commune du : FORT-DE-FRANCE - SCHOELCHER - TRINITÉ - ROBERT - RIVIERE-PILOTE - ANSES D'ARLET - DIAMANT - SAINTE-ANNE - TROIS-ILETS - FRANÇOIS - SAINT-PIERRE - PRÊCHEUR (3 pages) Page 12

## **Pôle Développement Rural, Foncier, Forêt -DAAF / Agriculture et forêt**

R02-2021-09-29-00002 - EURANIE Audrey - BELLEFONTAINE - ARRETE portant autorisation de défrichage avec réserves. (4 pages) Page 16

## **PREFECTURE MARTINIQUE - DLAL/BCBDE / Direction de la légalité et des affaires locales - Bureau du contrôle budgétaire et des dotations de l'Etat**

R02-2021-09-28-00002 - Arrêté BP 2021 - CED Saint Esprit (3 pages) Page 21

DEAL

R02-2021-09-28-00001

Arrêté portant suspension de l'autorisation  
d'exercer au registre des transports publics  
routiers de personnes de SOCIÉTÉ DE  
TRANSPORT VITALIEN ALEX



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'environnement,  
de l'aménagement  
et du logement**

**ARRÊTÉ N°  
portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises  
de transports publics routiers de personnes**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports, notamment les articles R 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 5 février 2020 nommant Monsieur Stanislas CAZELLES, préfet de la Martinique ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois a été adressée par lettre recommandée datée du 07 juin 2021 à l'entreprise de transport **Société de TRANSPORT VITALIEN ALEX n° siren 499414696** pour transmettre à la DEAL des éléments afin de prouver sa capacité financière,

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : En application de l'article R 3113-15 du code des transports, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de personnes de l'entreprise est suspendue.

Article 2 : En application de l'article R 3113-16 du code des transports, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

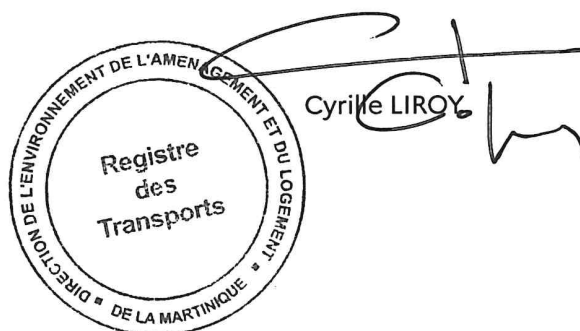
Article 3 : En application de l'article R 3113-16 du code des transports, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route,

Article 4 : Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

Article 5 : En application de l'article R 3113-14 du code des transports, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois**. A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du préfet, le sous-préfet des arrondissements de la Trinité et de Saint-Pierre, la sous-préfète par intérim de l'arrondissement du Marin, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement et les maires des communes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

Schoelcher, le 20 SEP. 2021  
Pour le Préfet et par délégation



Informations relatives aux voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet :

d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix de Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification, d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.

Direction de la Mer

R02-2021-09-29-00001

Décision portant déchéance droit de propriété  
du navire N57



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

1505 1932 P 8

**DÉCISION  
PORTANT DECHEANCE DE DROIT DE PROPRIÉTÉ**

VU le code des transports et notamment les articles L5141-1 et suivants, et R5141-1 et suivants ;

VU le décret n°2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'État en mer ;

VU le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

VU l'arrêté préfectoral R02-2020-02-24-018 du 24 Février 2020 accordant délégation de signature à Monsieur Nicolas LE BIANIC, Directeur de la Mer de la Martinique ;

**CONSIDÉRANT** que le navire « N 57 » immatriculé ST 286228, situé au port de pêche territorial de Cosmy à Trinité (Martinique) entrave de façon prolongée l'exercice des activités maritimes, littorales et portuaires ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de propriétaire connu du navire « N57 » et que la recherche de propriétaire effectuée par voie de presse dans le journal France Antilles du 29 juillet 2021, est restée infructueuse ;

**CONSIDÉRANT** le courrier de la Collectivité Territoriale de la Martinique, autorité portuaire du port de pêche de Cosmy à Trinité, en date du 23 août 2021, demandant la déchéance de propriété du navire « N 57 » pour enlèvement et démantèlement ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le propriétaire inconnu du navire « N57 » immatriculé ST 286228, situé au port de pêche territorial de Cosmy à Trinité (Martinique) est déchu de son droit de propriété.

**ARTICLE 2** : Le navire « N 57 » est cédé à la Collectivité Territoriale de la Martinique, autorité portuaire du port de pêche de Cosmy à Trinité, pour démantèlement à compter de la date de publication de la présente décision.

**ARTICLE 3** : La décision de déchéance de propriété fait l'objet d'une publicité à l'initiative de la Collectivité Territoriale de la Martinique, à l'origine de la demande de déchéance de droit de propriété.

**ARTICLE 4** : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification pour les destinataires ou de sa publication pour les tiers.

La juridiction compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5:** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur de la Mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Fort de France, le **29 SEP. 2021**

Pour le Préfet de la Martinique et par délégation,



Le Directeur de la mer

Nicolas LE BIANIC



Direction Régionale des Finances Publiques de la  
Martinique

R02-2021-09-24-00004

Arrêté portant déclassement de terrains du  
domaine public maritime en vue de leur cession  
sur la commune de : RIVIERE-PILOTE- FRANÇOIS



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE LA MARTINIQUE



DESCLIEUX  
BP 654 655  
97263 FORT-DE-FRANCE CEDEX

## ARRÊTÉ

**Portant déclassement de terrains du domaine public maritime en vue de leur  
cession sur la commune du :**

**RIVIÈRE-PILOTE-FRANÇOIS**

\*\*\*\*\*

## LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE

~~~~~

VU la loi 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, complétée par le décret n°89-734 du 13 octobre 1989 ;

VU l'arrêté préfectoral n°90-637 du 10 avril 1990 modifié, instituant la Commission des 50 pas géométriques à la Martinique ;

VU les demandes des particuliers présentées aux dates consignées dans le tableau visé à l'article 1 du présent arrêté tendant à obtenir la cession des terrains des 50 pas géométriques qu'ils occupent ;

VU les décisions favorables de la commission des 50 pas géométriques mentionnées aux dates consignées dans le tableau visé à l'article 1 du présent arrêté ;

VU la décision n° 200 en date du 03 mars 2011 de la préfecture de la Martinique portant réorganisation des services de l'État et désignant « France Domaine » rédacteur des arrêtés de déclassement du domaine public maritime au domaine privé de l'État à partir du 14 mars 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que ces parcelles ne sont plus utiles aux besoins d'intérêt public ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Les parcelles des 50 pas géométriques désignées dans le tableau qui suit sont déclassées du domaine public maritime, en vue de leur cession.

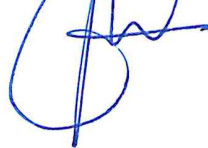
| <i>Commune -Lieu-dit</i>           | <i>Réf. Cad.</i>     | <i>Surface (m<sup>2</sup>)</i> | <i>Occupant</i>           | <i>Date de la demande</i> | <i>Date de la Commission 50 Pas</i> | <i>Date de paiement</i> |
|------------------------------------|----------------------|--------------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-------------------------|
| RIVIÈRE-PILOTE<br>« Anse Poirier » | AK 442<br>(Ex : 404) | 303                            | MACAO Léontine            | 22/11/2007                | 18/05/2009                          | 02/07/2021              |
| FRANÇOIS<br>« Bourg »              | A 284                | 55                             | Consorts GAU<br>Claudine  | 23/11/1990                | 24/11/1993                          | 07/04/2021              |
| ROBERT<br>« Pointe Lynch »         | R 1105<br>(Ex :11)   | 300                            | Consorts GOTAL<br>Suzette | 28/04/2014                | 20/10/2015                          | 08/02/2021              |

**ARTICLE 2** – Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des Finances publiques, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans le recueil des actes administratifs de la préfecture et communiqué partout où besoin sera.

Fort-de-France, le 24 SEP. 2021

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Martinique



Antoine POUSSIER

Direction Régionale des Finances Publiques de la  
Martinique

R02-2021-09-24-00003

Arrêté portant déclassement de terrains du  
domaine public maritime en vue de leur cession  
sur la commune du : FORT-DE-FRANCE -  
SCHOELCHER - TRINITÉ - ROBERT -  
RIVIERE-PILOTE - ANSES D'ARLET - DIAMANT -  
SAINTE-ANNE - TROIS-ILETS - FRANÇOIS -  
SAINT-PIERRE - PRÊCHEUR



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**PRÉFET DE LA MARTINIQUE**

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE LA MARTINIQUE



DESCLIEUX  
BP 654 655  
97263 FORT-DE-FRANCE CEDEX

**ARRÊTÉ**

**Portant déclassement de terrains du domaine public maritime en vue de leur  
cession sur la commune du :**

**FORT-DE-FRANCE-SCHOELCHER-TRINITÉ-ROBERT-RIVIERE-PILOTE-  
ANSES D'ARLET- DIAMANT- SAINT-ANNE-TROIS-ÎLETS-FRANÇOIS-  
SAINT-PIERRE-PRÊCHEUR**

**LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE**



VU la loi 96-1241 du 30 décembre 1996 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des 50 pas géométriques dans les départements d'Outre-Mer ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.5112-1 à 10, relatifs à la cession des terrains de la zone des 50 pas géométriques ;

VU les demandes des particuliers présentées aux dates consignées dans le tableau visé à l'article 1 du présent arrêté tendant à obtenir la cession des terrains des 50 pas géométriques qu'ils occupent ;

VU les décisions favorables de la commission des 50 pas géométriques mentionnées aux dates consignées dans le tableau visé à l'article 1 du présent arrêté ;

VU la décision n° 200 en date du 03 mars 2011 de la préfecture de la Martinique portant réorganisation des services de l'État et désignant « France Domaine » rédacteur des arrêtés de déclassement du domaine public maritime au domaine privé de l'État à partir du 14 mars 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que ces parcelles ne sont plus utiles aux besoins d'intérêt public ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;



## ARRÊTE :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Les parcelles des 50 pas géométriques désignées dans le tableau qui suit sont déclassées du domaine public maritime, en vue de leur cession.

| <i>Commune -Lieu-dit</i>                 | <i>Réf. Cad.</i>                                      | <i>Surface (m<sup>2</sup>)</i> | <i>Occupant</i>                                  | <i>Date de la demande</i> | <i>Date de la décision préfectorale portant autorisation de cession</i> | <i>Date de paiement</i> |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| FORT DE FRANCE<br>« Texaco »             | BE 878<br>(Ex : 665)                                  | 268                            | PANCRASSIN Albert<br>Maryse                      | 13/09/2012                | 15/06/2018                                                              | 25/06/2021              |
| FORT DE FRANCE<br>« Texaco »             | BE 884<br>(Ex : 665)<br>BE 982                        | 156                            | ABOULICAM<br>Muguette Arcade                     | 15/10/03                  | 18/05/2005                                                              | 25/06/2021              |
| FORT DE FRANCE<br>« Texaco »             | BE 449<br>( 446)                                      | 97                             | GRANVILLE Yolaine                                | 29/09/2011                | 04/07/2017                                                              | 13/07/2021              |
| FORT DE FRANCE<br>«Pointe de la vierge » | BE 803<br>(Ex :241)                                   | 195                            | RICHARD-HILAIRE<br>Lisette                       | 12/10/2005                | 30/11/2017                                                              | 08/04/2021              |
| SCOHELCHER<br>« Bourg »                  | N 615<br>(Ex : 137)<br>N 619<br>(Ex:151)              | 142                            | TECHEL Germain et<br>Lucienne                    | 02/04/2012                | 29/04/2014                                                              | 04/06/2021              |
| SCOHELCHER<br>« Bourg »                  | P 353<br>(Ex : 106)                                   | 116                            | REGNA Gabriel<br>Cyprien<br>REGNA Guy Simplicie  | 14/06/2012                | 03/07/2014                                                              | 13/07/2021              |
| SCOHELCHER<br>« Fond Bernier »           | V 1230<br>(Ex : 47)                                   | 83                             | Consorts ARETHAS<br>Anastasia                    | 29/09/2011                | 26/11/2015                                                              | 15/11/2019              |
| TRINITÉ<br>« Tartane »                   | E 640<br>(Ex : 520)                                   | 167                            | PEREZ DE<br>CARVASAL Claudine                    | 02/10/2001                | 08/02/2002                                                              | 27/08/2020              |
| TRINITÉ<br>« Autre Bord »                | I 999<br>( Ex : 987)                                  | 684                            | ANASTASE Micheline<br>Gustave                    | 01/09/2011                | 20/12/2011                                                              | 07/04/2021              |
| TRINITÉ<br>« Anse Bellune »              | I 1064<br>(Ex : 73)                                   | 531                            | FONANT épouse<br>BELLOROPHON Flora<br>Marcelline | 30/07/2001                | 20/10/2002                                                              | 01/07/2021              |
| ROBERT<br>«Cité Iacroy »                 | A 708<br>(Ex :621)                                    | 258                            | CORIOLES Agnès<br>Marie-Aline                    | 07/05/2012                | 03/07/2014                                                              | 13/09/2019              |
| ROBERT<br>«Cité des braves»              | AR 346<br>(Ex : 60)<br>AR 348<br>AR 425<br>(Ex : 261) | 196                            | DOLMEN Faustin<br>Joseph                         | 13/04/2011                | 20/12/2011                                                              | 29/05/2018              |
| ROBERT<br>«Cité des braves»              | A 772                                                 | 58                             | LAVALY Benoit<br>BULET Céleste                   | 19/02/2015                | 21/01/2016                                                              | 28/06/2021              |
| ROBERT<br>« Trou Terre »                 | R1091<br>(Ex : 899)                                   | 586                            | NIJEAN Georges                                   | 14/02/2002                | 13/10/2004                                                              | 03/12/2020              |
| ROBERT<br>«Pointe la rose»               | V 1314<br>(Ex : 207)                                  | 358                            | Consorts RAYMOND<br>Jean-luc                     | 24/010/2005               | 15/12/2008                                                              | 04/06/2021              |
| ROBERT<br>«Four à Chaux»                 | AR 417<br>(Ex : 84)                                   | 221                            | Consorts<br>FIBLEUIL Roger                       | 24/01/2012                | 30/10/2014                                                              | 07/04/2021              |
| ROBERT<br>«Trou terre»                   | R 408<br>(Ex : 2)                                     | 217                            | Consorts LADOUR<br>Cloud Napoléon                | 01/07/2010                | 29/03/2011                                                              | 23/04/2021              |
| ROBERT<br>«Pontaléry»                    | C 2509<br>C 2510                                      | 597                            | BULET Bellange                                   | 24/09/2009                | 05/10/2011                                                              | 23/04/2021              |
| ROBERT<br>«Pointe la rose »              | V 1326<br>(Ex : 204)                                  | 444                            | LAFLEUR Antoine<br>Alex                          | 19/11/2004                | 12/06/2008                                                              | 08/02/2021              |
| ROBERT<br>«Pontaléry»                    | C 1653<br>(Ex : 118)                                  | 428                            | DAQUIN Arcadius<br>Gerard                        | 07/04/2003                | 20/07/2004                                                              | 28/06/2021              |
| ROBERT<br>«Bourg»                        | A 1060<br>(Ex : 75)<br>A 1062<br>(Ex : 74)            | 129                            | FARDINI Rose-Marie                               | 11/01/2013                | 29/04/2014                                                              | 29/07/2021              |
| RIVIÈRE-PILOTE<br>« Anse Figuier »       | AK 445<br>(Ex: 404)                                   | 458                            | FILIN Gina                                       | 10/12/2001                | 07/11/2002                                                              | 29/06/2021              |
| FRANÇOIS<br>« Mansarde rancée »          | C 1666<br>(Ex: 9)                                     | 570                            | MONTGERAND<br>Céline Manuella                    | 28/01/2010                | 15/11/2011                                                              | 29/06/2021              |
| ANSES D'ARLET<br>« Petite Anse »         | N 983<br>(Ex : 719)                                   | 149                            | Consorts<br>LARCHER Elie<br>Lambert              | 06/09/2012                | 06/02/2013                                                              | 08/04/2021              |
| ANSES D'ARLET<br>« Bourg »               | K 576<br>«(Ex : 001)                                  | 15                             | Consorts VERDAN<br>Victorien Louis               | 23/1/2017                 | 22/02/2018                                                              | 27/08/2020              |

|                                 |                                               |     |                                 |            |            |            |
|---------------------------------|-----------------------------------------------|-----|---------------------------------|------------|------------|------------|
| DIAMANT<br>« Bourg »            | L 83                                          | 45  | POMPIÈRE Marlette               | 08/10/2009 | 29/03/2011 | 13/07/2021 |
| SAINT-ANNE<br>« Bourg »         | H 236<br>H 961                                | 192 | Consorts<br>ZAMI Léopold        | 02/04/2014 | 30/09/2014 | 08/04/2021 |
| TROIS-ILETS<br>« Bourg »        | H 564<br>(505)                                | 375 | BUCHET Sidonie<br>Alexandrine   | 20/06/2012 | 25/06/2015 | 08/04/2021 |
| TROIS-ILETS<br>« Bourg »        | C 3044-<br>(Ex: 2698)<br>C 3006<br>(Ex : 137) | 120 | LARIVE Garcin<br>Philippe Roger | 31/03/2014 | 30/04/2015 | 29/07/2021 |
| SAINT-PIERRE<br>« Rue bouille » | B 1042                                        | 116 | Consorts PATCHAI<br>Germaine    | 01/10/2013 | 26/08/2016 | 08/02/2021 |
| PRÊCHEUR<br>« BOURG »           | H 928<br>(Ex :220)                            | 173 | MANOTTE Philippe<br>Michel      | 24/03/2011 | 15/06/2018 | 04/06/2021 |

**ARTICLE 2** – Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des Finances publiques, le directeur de l’environnement, de l’aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié dans le recueil des actes administratifs de la préfecture et communiqué partout où besoin sera.

Fort-de-France, le **24 SEP. 2021**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Martinique

**Antoine POUSSIER**

Pôle Développement Rural, Foncier, Forêt -DAAF

R02-2021-09-29-00002

EURANIE Audrey - BELLEFONTAINE - ARRETE  
portant autorisation de défrichage avec  
réserves.





**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n°**

**Portant autorisation de défrichement avec réserves**

**LE PREFET**

Vu le code forestier, notamment ses articles L 341-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, R 341.1, 4, 5, 6, et R373-1 ;

Vu l'arrêté de délégation de signature à Madame Sophie Bouyer, directrice de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique n° R02-2020-03-04-002 du 04/03/2020 ;

Vu la demande de Madame EURANIE Audrey, enregistrée en date du 18 juin 2021, tendant à obtenir l'autorisation de défricher une surface de 00ha 10a 00ca sur la parcelle cadastrée section B n°391 sise sur la commune BELLEFONTAINE ;

Vu le procès-verbal de la reconnaissance du bois à défricher, réalisée le 23 juillet 2021 par la Direction Régionale de l'Office National des Forêts ;

Vu l'absence d'observations formulées par le pétitionnaire sur le procès-verbal de reconnaissance des bois, en vertu de l'article R 341-5 du code forestier ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la conservation du massif forestier dont fait partie la parcelle qui a fait l'objet de la demande susvisée est reconnue nécessaire :

- à l'équilibre biologique d'une région ou d'un territoire présentant un intérêt remarquable et motivé du point de vue de la préservation des espèces animales ou végétales et de l'écosystème ou au bien-être de la population (art L341-5 al 8 Code Forestier – se référer au rapport annexé à la présente décision) ;

Sur proposition de madame la Directrice de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt ;

**ARRETE**

Article 1 : Est autorisé le défrichement sur une superficie de 00ha 06a 81ca (partie en vert sur le plan joint) sur la (les) parcelle(s) cadastrée(s) section B 391 sise(s) sur la commune BELLEFONTAINE.

Article 2 : Conformément à l'article L341-6 du code forestier, l'autorisation est délivrée sous réserve du respect de l'une des conditions suivantes :

- 1 - Boisement de terrains nus, pour une surface de 00ha 06a 81ca, au sein des communes du canton où le projet de défrichement est envisagé ;
- 2 - Reboisement pour une surface de 00ha 06a 81ca ;
- 3 - Versement d'une indemnité au fonds stratégique de la forêt et du bois (FSFB) d'un montant équivalent de 10 000 €/ha soit 1000 €.

Les travaux prévus aux 1 et 2 de cet article doivent faire l'objet d'un cahier des charges décrivant les détails techniques de réalisation, élaboré par le bénéficiaire de l'autorisation, qui sera transmis pour approbation préalable à la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification de la présente décision. Les travaux doivent être achevés dans un délai maximum de 5 ans à compter de la même date. A défaut, les lieux défrichés doivent être rétablis en nature de bois et forêts.

Dans le cas 3, d'un versement au fond stratégique de la forêt et du bois, le bénéficiaire de l'autorisation dispose d'une durée maximale d'un an à compter de la notification de la présente décision pour verser au fonds stratégique de la forêt et du bois l'indemnité visée ci-dessus. A défaut, l'indemnité est mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, sauf s'il est renoncé au défrichement projeté.

Article 3 : Conformément à l'article L341-6 du code forestier, cette autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes

Conservation sur le terrain d'une réserve boisée de 00ha 03a 19ca (partie hachurée en vert sur fond rouge sur le plan joint) devant remplir les rôles utilitaires définis à l'alinéa 8 de l'article L341-5.

Article 4 : Est refusé le défrichement sur une superficie de 00ha 03a 19ca (partie en rouge sur le plan joint) sur la parcelle cadastrée section B n°391 sise sur la commune BELLEFONTAINE.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché sur le terrain à défricher par le bénéficiaire de l'autorisation, de façon à être lisible de l'extérieur, quinze (15) jours au moins avant le début du défrichement et pendant tout le temps des travaux.

Il sera affiché à la mairie de BELLEFONTAINE. Cet affichage sera maintenu pendant deux (2) mois. Le plan cadastral correspondant sera tenu disponible en mairie pendant la même durée.

Article 6 : En cas de transfert de propriété, le bénéficiaire de la présente autorisation doit en informer l'administration dans les deux mois suivant cette mutation. Dans le cas contraire, le bénéficiaire de la présente autorisation demeure responsable de la bonne réalisation des conditions subordonnant cette autorisation.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Martinique, la Directrice de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de la commune BELLEFONTAINE. La Directrice Régionale de l'Office National des Forêts, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré dans le Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article 8 : Cette décision peut être contestée en déposant un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Fort de France, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Un recours gracieux peut être formé auprès du Préfet de

Préfecture de la Martinique - rue Victor Sévère - BP 647/648 - 97 262 Fort-de-France CEDEX

Tel : 05 96 39 36 00 - [www.martinique.pref.gouv.fr](http://www.martinique.pref.gouv.fr)

la Région de Martinique. Ce dernier recours est interruptif du délai de recours contentieux, lorsqu'il est déposé dans les deux mois de la notification de la présente décision.

Fort de France, le **29 SEP. 2021**

Le Préfet, et par délégation  
La Directrice de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

~~Le Directeur adjoint de l'Alimentation,  
de l'Agriculture et de la Forêt~~

Sophie BOUYER

**VINCENT PFISTER**

Préfecture de la Martinique - rue Victor Sévère - BP 647/648 - 97 262 Fort-de-France CEDEX

Tel : 05 96 39 36 00 - [www.martinique.pref.gouv.fr](http://www.martinique.pref.gouv.fr)



B0428

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral

n° :

~~Le Directeur adjoint de l'Alimentation,~~

du

~~de l'Agriculture et de la Forêt~~  
29 SEP. 2021

**VINCENT PFISTER**

Le Préfet de la Région Martinique et par délégation,  
la Directrice de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

B0392

B0429

B0430

B0391




B0424

B0425

B0426

D0209

Légende :

-  défrichement autorisé
-  maintien d'une réserve boisée
-  défrichement interdit

Commentaires :

EURANIE Audrey ; dossier n°51/21  
BELLEFONTAINE Bellevue ; Parcelle B391

0 10 20 m



PREFECTURE MARTINIQUE - DLAL/BCBDE

R02-2021-09-28-00002

Arrêté BP 2021 - CED Saint Esprit



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté BCBDE 2021  
portant règlement et exécution du budget primitif 2021  
de la caisse des écoles de Saint-Esprit**

LE PRÉFET

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L 1612-4 et L 1612-14 ;

Vu le décret du Président de la République du 5 février 2020 nommant Monsieur Stanislas CAZELLES, préfet de la Martinique ;

Vu la transmission à la chambre régionale des comptes de la Martinique par le préfet du budget primitif 2021 de la caisse des écoles de Saint-Esprit en date du 27 mai 2021 au titre du suivi des mesures de redressement ;

Vu l'avis n° 2021-0076 du 26 août 2021 rendu par la chambre régionale des comptes de Martinique sur le compte administratif 2020 et le budget primitif 2021 de la caisse des écoles de Saint-Esprit ;

Considérant le constat fait par la chambre régionale des comptes de Martinique que les mesures de redressement mises en œuvre par la caisse des écoles de Saint-Esprit ne sont pas suffisantes ;

Considérant que la chambre régionale des comptes de Martinique propose au préfet de régler le budget primitif 2021 de la caisse des écoles de Saint-Esprit en apportant au budget voté les modifications figurant dans le tableau annexé à l'avis ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : Le budget primitif 2021 de la caisse des écoles de Saint-Esprit est réglé et rendu exécutoire conformément à l'état annexé.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le président de la caisse des écoles de Saint-Esprit, le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au président de la caisse des écoles de Saint-Esprit.

28 SEP. 2021

Fort-de-France, le  
**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Martinique**

**Antoine POUSSIER**

Annexe à l'arrêté préfectoral n°  
portant règlement du budget primitif 2021 de la caisse des écoles de Saint-Esprit  
(y compris restes à réaliser)

| chapitre                                          | libellé                                        | Budget 2021 voté par la commune | proposition de règlement de la CRC | budget arrêté par le préfet |
|---------------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| <b>Section de fonctionnement – vue d'ensemble</b> |                                                |                                 |                                    |                             |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>                 |                                                |                                 |                                    |                             |
| 011                                               | Charges à caractère général                    | 59 100,00                       | 0,00                               | 59 100,00                   |
| 012                                               | Charges de personnel                           | 1 559 900,00                    | 0,00                               | 1 559 900,00                |
| 014                                               | Atténuation de produits                        | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 65                                                | Autres charges de gestion courantes            | 30,00                           | 0,00                               | 30,00                       |
| 66                                                | Charges financières                            | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 67                                                | Charges exceptionnelles                        | 0,00                            | +7 724,54                          | 7 724,54                    |
| 68                                                | Dotations aux amortissements                   | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 022                                               | Dépenses imprévues                             | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 023                                               | Virement à la section d'investissement         | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 042                                               | Opér. d'ordre de transfert entre sections      | 2 751,61                        | 0,00                               | 2 751,61                    |
| D002                                              | Déficit reporté ou anticipé                    | 780 987,30                      | +128 395,34                        | 909 382,64                  |
|                                                   | <b>Total</b>                                   | <b>2 402 768,91</b>             | <b>+136 119,88</b>                 | <b>2 538 888,79</b>         |
| <b>Recettes de fonctionnement</b>                 |                                                |                                 |                                    |                             |
| 013                                               | Atténuation de charges                         | 22 000,00                       | 0,00                               | 22 000,00                   |
| 70                                                | Produits services, domaines et ventes          | 45 000,00                       | 0,00                               | 45 000,00                   |
| 73                                                | Impôts et taxes                                | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 74                                                | Dotations et participations                    | 1 720 000,00                    | 0,00                               | 1 720 000,00                |
| 75                                                | Autres produits de gestion courante            | 30,00                           | 0,00                               | 30,00                       |
| 76                                                | Produits financiers                            | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 77                                                | Produits exceptionnels                         | 0,00                            | + 1 633,79                         | 1 633,79                    |
| 042                                               | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| R002                                              | Excédent reporté ou anticipé                   | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
|                                                   | <b>Total</b>                                   | <b>1 787 030,00</b>             | <b>+1 633,79</b>                   | <b>1 788 663,79</b>         |
| <b>Section d'investissement – vue d'ensemble</b>  |                                                |                                 |                                    |                             |
| <b>Dépenses d'investissement</b>                  |                                                |                                 |                                    |                             |
| 16                                                | Emprunts et dettes assimilées                  | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 20                                                | Immobilisations incorporelles                  | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 13                                                | Subventions d'investissement                   | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 21                                                | Immobilisations corporelles                    | 122 713,61                      | 0,00                               | 122 713,61                  |
| 23                                                | Immobilisations en cours                       | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| OP                                                | Opérations d'équipement                        | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 040                                               | Opér. d'ordre de transferts entre sections     | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 4817                                              | Charges à répartir sur plusieurs exercices     | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 001                                               | Solde d'exécution reporté                      | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
|                                                   | <b>Total</b>                                   | <b>122 713,61</b>               | <b>0,00</b>                        | <b>122 713,61</b>           |
| <b>Recettes d'investissement</b>                  |                                                |                                 |                                    |                             |
| 10                                                | Dotations fonds divers et réserves             | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 1068                                              | Excédent de foncion. capitalisé                | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 13                                                | Subventions d'investissement                   | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |
| 4817                                              | Charges à répartir sur plusieurs exercices     | 0,00                            | 0,00                               | 0,00                        |



|     |                                            |                   |                   |                   |
|-----|--------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 16  | Emprunts et dettes                         | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| 23  | Immobilisations en cours                   | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| 021 | virement de la section de fonctionnement   | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| 040 | Opér. d'ordre de transferts entre sections | 2 751,61          | 0,00              | 2 751,61          |
| 041 | Opérations patrimoniales                   | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| 024 | Produits des cessions                      | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| 001 | Excédent reporté                           | 119 962,00        | + 8 433,34        | 128 395,34        |
|     | <b>Total</b>                               | <b>122 713,61</b> | <b>+ 8 433,34</b> | <b>131 146,95</b> |

**Balance générale du budget**

|                                     | budget 2020 voté<br>par la commune | proposition de<br>règlement de la CRC | budget arrêté par<br>le préfet |
|-------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| <b>Section de fonctionnement</b>    |                                    |                                       |                                |
| Dépenses                            | 2 402 768,91                       | +136 119,88                           | 2 538 888,79                   |
| Recettes                            | 1 787 030,00                       | +1 633,79                             | 1 788 663,79                   |
| <b>Résultat</b>                     | <b>-615 738,91</b>                 | <b>-134 486,09</b>                    | <b>-750 225,00</b>             |
| <b>Section d'investissement</b>     |                                    |                                       |                                |
| Dépenses                            | 122 713,61                         | 0,00                                  | 122 713,61                     |
| Recettes                            | 122 713,61                         | + 8 433,34                            | 131 146,95                     |
| <b>Résultat</b>                     | <b>0,00</b>                        | <b>+ 8 433,34</b>                     | <b>8 433,34</b>                |
| <b>Résultat global prévisionnel</b> | <b>-615 738,91</b>                 | <b>-126 052,75</b>                    | <b>-741 791,66</b>             |

**Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Martinique**

  
**Antoine POUSSIER**